

• (1200)

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je désire informer la Chambre que, suite à la déclaration ministérielle, les ordres émanant du gouvernement seront prolongés de 15 minutes à compter de 13 heures.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 7 mars, de la motion de M. Wilson (Etobicoke—Centre): Que cette Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

La présidente suppléante (Mme Champagne): À l'ordre. L'honorable député d'Ottawa—Vanier invoque le Règlement.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Madame la Présidente, étant donné que vous venez d'annoncer que la Chambre ajoutera quinze minutes à son temps habituel, à l'heure du lunch, je me demande s'il n'y aurait pas une disposition de la part du gouvernement... je sais qu'il y en a une de la part du parti néo-démocrate, parce que je les ai consultés, à savoir que l'on puisse continuer à siéger jusqu'à 14 heures, afin de donner aux députés de la Chambre une occasion de discuter, de débattre ce Budget. C'est la dernière journée, et je pense qu'il y aurait intérêt pour un plus grand nombre de députés de faire connaître les grandes lignes de ce Budget, tant de la part du gouvernement que de l'opposition, de faire connaître aux Canadiens comment on s'oppose à ce Budget qui est tellement régressif, tellement mauvais.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Les députés ont entendu la suggestion faite par l'honorable député?

[Traduction]

M. Cooper: Madame la Présidente, de notre côté, il est évident que nous préférons disposer d'une période suffisante pour le débat. Le leader parlementaire du Parti libéral voudrait-il aussi utiliser ce soir les 15 minutes supplémentaires qui seraient prises par la sonnerie d'appel, en adoptant la motion avec dissidence.

Le budget

Nous avons voté sur l'amendement de l'opposition et sur celui du NPD. Nous pourrions peut-être adopter la motion, ce soir, avec dissidence, ce qui nous donnerait 15 minutes de plus.

M. Gauthier: Madame la Présidente, je trouve cela tout à fait inacceptable. Nous voulons voter contre le budget, que ce soit à six, sept ou huit heures ce soir. Cela nous est égal. Nous siégeons plus longtemps aujourd'hui si le gouvernement tient à discuter de ce très mauvais budget.

Pour ce qui est du vote, il est bien certain que nous nous prononcerons contre le budget.

M. Angus: Madame la Présidente, je tiens moi aussi à indiquer que nous serons à nos places pour voter contre cet ignoble budget du gouvernement.

Il y a des membres de tous les groupes parlementaires qui n'ont pas encore eu l'occasion de participer au débat sur le budget. Il conviendrait sûrement de leur permettre de prendre la parole durant les quelques minutes qui séparent la fin de la séance de ce matin et le début de la période des questions.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Il n'y a pas consentement unanime.

À la fin de la séance d'hier, les députés de l'opposition officielle disposaient encore de 10 minutes. Je donnerai maintenant la parole à la députée de Mount Royal.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Madame la Présidente, il y a tant de graves sujets de préoccupations à relever dans ce budget insensé dont le ministre ou le gouvernement prétend à tort qu'il ne comporte pas d'augmentations d'impôts. Il fait du tort aux Canadiens qui ont besoin de logement. Il fait du tort aux Canadiens qui ont besoin de meilleures écoles et de meilleurs hôpitaux.

Mes collègues examinent ces divers domaines qui appellent tous une analyse serrée et qui méritent d'être reconsidérés. Mais il y a des choses dans ce budget qui sont encore plus honteuses.

Il y a cette prétendue réduction du budget de la défense, il y a l'absence de toute mesure concernant soit l'environnement, soit les drogues, soit l'analphabétisme, soit les garderies, et il faut tout spécialement signaler en cette Journée internationale de la femme les coupes dans les programmes pour les femmes, dans le RAPC qui finance un programme de garde des enfants—et d'al-